Résolution présentée par la délégation du Malawi

Thème — Agenda 2030 pour le développement durable

Concerne — Education pour les femmes

L'Assemblée Générale,

Consternée — par le chiffre scandaleux de l'inaccessibilité totale de l'éducation aux femmes touchant près de 129 millions de jeunes filles dans le monde selon l'UNICEF,

Rappelant — que l'éducation est un droit humain d'importance économique et sociale,

Alarmée — par le mariage précoce lié au manque d'éducation, sachant que 60% des filles n'ayant pas accès à l'éducation subissent un mariage forcé , selon "Girls not bride",

S'indignant — de la situation en Afghanistan où les femmes manquent de soins, n'étant pas autorisées à voir d'autres hommes que leur mari et ne pouvant pas exercer une profession par manque d'enseignement, ainsi que de la situation au Niger où les femmes ont une vulnérabilité importante sur le plan socio- économique et où le taux d'activité des femmes est estimé à environ 36,5 %, contre 82,5 % pour les hommes selon le Projet des Nations Unies de Développement,

Applaudissant — l'Islande, la Norvège et la Finlande qui proposent le plus haut niveau d'éducation et d'études supérieures de manière égale entre les genres,

Convaincue — que l'éducation des femmes et, de ce fait, leur travail pourrait augmenter considérablement le PIB d'un pays et pourrait ainsi améliorer la situation économique,

Constatant — la nette amélioration du PIB du Burkina Faso lors de la présidence de Thomas Sankara (1983-1987), qui a augmenté deux années consécutives de 8,5% et 8% selon la Banque mondiale, ce phénomène se déroulant simultanément avec sa politique visant à accroître la participation des femmes dans la vie publique et leur éducation,

Décide

- d'inscrire une loi garantissant l'accès des jeunes filles à une éducation obligatoire jusqu'à 18 ans, contribuant ainsi à prévenir et à retarder le mariage forcé des enfants,

- d'augmenter les donations proportionnellement au PIB propre de chaque pays au profit du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, qui s'emploie à rendre la fréquentation de l'école obligatoire, gratuite, sécuritaire dans le but d'enrichir le programme mondiale.

Le texte français fait foi.